



Syndicat **Unitaire** des **Personnels** des **Administrations Parisiennes**

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél.: 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Les Jeux Olympiques de la régression sociale

A l'automne dernier pour s'assurer de la présence de plus d'agent.es au moment des JO, la DRH envisageait de « *modifier l'organisation du travail* » de certains métiers, avec :

- Un encadrement plus strict « *des possibilités offertes aux agents concernant la pose de congés* », et « *l'impossibilité pour certains agents de consommer la totalité de leurs droits à congés de 2024* »,
- L'extension de l'astreinte à de nouveaux corps de métier
- « *Des plages horaires modifiées en particulier le soir et la nuit* »
- Le « *déplafonnement* » du volume des heures supplémentaires pour certains métiers

10 mois plus tard, les intentions de la Ville restent totalement opaques, aucune information ni aucune discussion avec les syndicats ne semble à l'ordre du jour.

Le SUPAP-FSU refuse que les JO soient le prétexte à des attaques contre les droits des personnels et exige des informations précises sur les projets de la Ville et leur impact potentiel sur les personnels.

Au-delà, **le SUPAP-FSU conteste un déluge d'investissements** qui pour l'essentiel profitera aux sponsors privés et au sport business et pas à la population.

Le coût total de l'organisation des JO dépasse déjà les 9 milliards d'euros. Alors que le métro parisien connaît de nombreuses difficultés d'exploitation (retards, pannes...), l'afflux de 3 millions de touristes supplémentaires nécessiterait un investissement de plus de 800 millions d'euros pour organiser les transports ! Pour les amateurs.trices de sports les prix des tickets d'entrée flambent et sont inaccessibles au plus grand nombre.

Les JO 2024 sont d'ores et déjà le prétexte à des reculs sociaux, démocratiques ou à des atteintes à l'environnement :

- Chasse aux SDF et aux mal logé.es que l'on veut transférer des rues parisiennes, des hébergements d'urgence ou des hôtels sociaux vers les régions limitrophes
- Étudiant.es que l'on expulse de leurs résidences universitaires pour loger les délégations
- Recrutement de 45 000 bénévoles qui travailleront quotidiennement sans être payé.es
- Vidéosurveillance algorithmique
- Destruction de jardins ouvriers à Aubervilliers, construction de nouvelles bretelles autoroutières à proximité d'écoles...

Le SUPAP-FSU est prêt à construire dans l'unité la plus large les mobilisations nécessaires pour empêcher toute détérioration des conditions de travail et de de vie des personnels.